

Le président de la conférence épiscopale américaine menace Obama d'un « conflit entre l'Église et l'État de proportion majeure »

Author : Rédaction RC

Categories : [Episcopat](#), [Rapports Église/État](#) ; [Laïcité](#)

Date : 26 septembre 2011



Quoi qu'ait pu en écrire le parfois facétieux et très insuffisant *Osservatore Romano*, les relations entre l'administration **Obama** et la hiérarchie catholique américaine sont mauvaises depuis le début. Les attaques répétées de cette administration contre le caractère sacré de la vie et désormais du mariage, rendent ces relations aujourd'hui exécrables. L'archevêque de New York, Mgr **Timothy Dolan**, en qualité de président de la **Conférence épiscopale**, a adressé le 20 septembre une lettre extrêmement menaçante au président **Obama** où il dénonce l'attaque en règle de la **Maison Blanche** contre le mariage traditionnel et son intention de faire abroger le **Defense of Marriage Act (DOMA)** de 1996, une loi fédérale qui définit le mariage comme étant exclusivement l'union d'un homme et d'une femme et interdit au gouvernement fédéral de reconnaître tout autre type d'union. Depuis le 23 février de cette année, l'administration **Obama** a abandonné la défense du **DOMA** au mépris de cette loi toujours en vigueur.

Dans sa lettre, l'archevêque **Dolan** met en garde **Obama** contre son projet de faire abroger le **DOMA** qui « *menace le mariage et met en péril la liberté religieuse de ceux qui promeuvent et*

défendent le mariage ». « *Alors que toute personne, poursuit l'archevêque, mérite notre entier respect, aucune autre relation ne contribue au bien commun comme y contribue le mariage entre un mari et sa femme. La loi doit refléter cette réalité ».* L'archevêque « *presse respectueusement »* le Président « *d'appuyer sur la touche de réinitialisation quant à l'approche par son administration du **DOMA** »* et menace que si son administration « *ne change pas d'orientation »* sur ces questions de mariage et de famille, « *cela provoquera un conflit national de proportion majeure entre l'Église et l'État qui sera au détriment des deux institutions ».* C'est une menace sans ambiguïté et, sans doute, le texte le plus fort jamais adressé par la hiérarchie catholique à un chef de l'exécutif américain. À treize mois d'élections majeures, voilà qui devrait faire réfléchir la **Maison Blanche**, mais l'idéologie progressiste qui l'a submergée s'accommode mal de l'exercice de la raison au service du vrai bien commun.